

Au fur et à mesure que les eaux océaniques s'élèvent, il en va de même pour les îles d'ordures : La trentième lettre d'information (2019).

Au fur et à mesure que les eaux océaniques s'élèvent, il en va de même pour les îles d'ordures : La trentième lettre d'information (2019).

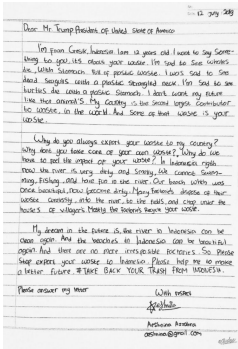


Nils Vöhrer, 88 #2 - une installation de sacs à ordures gonflables

Chers amis, chères amies,

Solutions du Bureau du Tricontinental, Institut de recherche sociale

Le 12 juillet 2019, une émissaire de douze ans de Cebu (en Indonésie), Aeshima Azahra, a écrit une lettre au président américain Donald Trump. La lettre a été remise à l'ambassade des États-Unis à Jakarta et remise à la presse. "Mon pays, écrit-elle, est le deuxième plus grand contributeur aux déchets. Et une partie de ces déchets est votre déchet". Puis, elle a posé trois questions puissantes et sincères : "Pourquoi exportez-vous toujours vos déchets dans mon pays ? Pourquoi ne vous occupez-vous pas de vos propres déchets ? Pourquoi devriez-vous roussir l'impact de vos déchets ?"



Lettre d'Aeshima Azahra, 12 ans, à Donald Trump

Trump a fait des remarques désagréables sur le fait que les pays asiatiques sont les grands pollueurs de la planète. Trump, dans son ignorance française, a déclaré que les États-Unis d'Amérique utiliseraient tout pouvoir pour empêcher les "Asiatiques" de détruire la planète. Le gouvernement malaisien a immédiatement répondu aux commentaires de Trump. Il est évident que les navires transportant des déchets en provenance des États-Unis d'Amérique traversent les océans pour transporter des déchets des États-Unis - et d'autres États occidentaux - vers des pays qui sont obligés d'acheter ces déchets et qui n'ont ni la technologie ni la volonté de les traiter. Aeshima Azahra, 12 ans, s'inspire des balades que ses amis font dans les îles d'ordures. Les déchets posent un grave problème. Un rapport de la Banque mondiale estime que les humains produisent 2,01 milliards de tonnes métriques de déchets par an. D'environ 2000, ce chiffre augmentera de 70 % pour atteindre 3,4 milliards de tonnes métriques. De ces déchets, seulement 13,5 % sont recyclés et seulement 5,5 % sont compostés. Ainsi, 81 % de ces déchets sont jetés dans des décharges ou incinérés. Si nous continuons à suivre notre rythme actuel, nous aurons besoin de nouvelles planètes comme décharges.



Membres de l'Assemblée du quartier Eldo visitant les canaux à ordures entrant dans leur quartier, 22 mai 1973. Photographie de Manchin Shimon

Mais il y a une géographie de l'impérialisme à détruire. C'est quelque chose qu'Aeshima Azahra, 12 ans, sait. Ses trois questions sont claires et précises : pourquoi l'Occident exporte-t-il ses déchets vers les pays les plus pauvres ? Il n'est pas précis de dire que « les humains produisent des déchets ». Certains humains produisent plus de déchets que d'autres. Les États-Unis, avec 5 % de la population mondiale, produisent 49 % des déchets du monde. En 1991, l'économiste en chef de la Banque mondiale, Larry Summers (plus tard secrétaire au Trésor américain), a rédigé un mémorandum dans lequel il faisait valoir l'équivalence suivante : l'Occident a un excédent d'argent et un déficit de déchets ; pourquoi donc ne permettre que les pays pauvres soient privés pour transporter ces déchets ? L'impact de la production de déchets - géométriquement plus élevée que l'époque pré-capitaliste - a entraîné la marchandisation des déchets. Les grandes entreprises multinationales se débarrassent des déchets, y compris en les exportant d'une partie du monde (l'Occident) à une autre (les pays les plus pauvres). Le programme de Nations Unies arrivé à un moment où les pays d'Asie et d'Amérique latine avaient commencé à interdire l'importation de déchets. En 1988, l'Organisation de l'unité africaine a appelé à une interdiction, qui est entrée en vigueur en 1991 avec la Convention de Bamako. Soixante-neuf pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique avaient déjà interdit les importations de déchets avec la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination (le traité des Nations Unies a été adopté en 1989 et adopté en 1992). Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) - créé en 1972 - a pour mandat, entre autres, de surveiller le trafic transfrontalier des déchets. Les multinationales qui font le commerce des produits chimiques et des déchets ont entravé son travail. Dans les années 1980, Greenpeace s'est attaqué avec vigueur à la question du commerce des déchets et l'a inscrit à l'ordre du jour, ce qui a abouti à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination (le traité des Nations Unies a été adopté en 1989 et adopté en 1992). En 1994, lors de la deuxième Conférence des Parties à la Convention de Bâle, l'Union européenne s'est jointe aux pays du G-77 (le bloc du Tiers Monde aux Nations Unies) pour interdire le commerce des déchets dangereux des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - comprenant l'ouest et le Japon - vers les pays non membres. L'Australie, le Canada et les États-Unis ont exercé de fortes pressions contre cette interdiction. En janvier 2018, la Chine a interdit toutes les importations de déchets, qui sont maintenant acheminés en plus grand volume vers l'Indonésie et la Malaisie - en fonction de leur capacité de traitement.



Entre la Condition de la classe ouvrière en Angleterre de Friedrich Engels (1844) et Silent Spring de Rachel Carson (1962), il y a eu une prise de conscience générale du côté toxique du développement capitaliste. Mais les ouvriers et les paysans n'avaient pas besoin de l'analyse d'Engels ou de Carson pour expliquer les effluents désagréables des usines ou la terribile violence des pesticides et engrais chimiques. Les déchets qui polluent à la surface de la terre sont l'apparition du problème. L'impact du problème réside dans le fait que notre système socio-économique exige que nous vendions sans cesse des produits de base, que nous réduisions leur durée de vie, que nous achitions davantage de produits pour les remplacer et que les produits rejetés rejoignent leurs frères dans les montagnes de déchets sur terre et les îles de déchets sur les océans. En 1955, le Journal of Planning a appelé les choses soient consommées, brûlées, saées, remballées et jetées à un rythme toujours croissant : « Nous avons besoin de la queue mouton toujours plus compliquée et, par conséquent, toujours plus chère ». C'est ce que Vance Packard, dans The Waste Makers (1960), appelé « l'obsolescence planifiée ». Nous faisons les gens les acheter, et l'année prochaine, nous introduisons délibérément quelque chose qui rendra ces produits démodés, dépassés, obsolètes. Les entreprises de pointe de la production de biens matériels - Les entreprises capitalistes pillent la nature pour ses ressources et rejettent les déchets dans la terre. Les coûts de ce pillage et de ces déchets ne figurent pas être pris en compte dans les bilans des entreprises. Ces coûts sont considérés comme des « coûts externes ». La violence de la production des marchandises, dans le cadre de la nécessité d'une accumulation sans fin des profits, génère des déchets toxiques qui « obsolescence planifiée » - marquant un mouvement à l'échelle de déchets. En Occident, les ordinateurs durèrent sept ans, les téléphones cinq ans. Malheureusement, les ordinateurs sont remplacés tous les deux ans, les téléphones tous les vingt-deux mois. Les procédures visant à réduire la violence des déchets - par la réduction de la recherche - sont minimales. La vie sociale, l'industrie de marchandisation et de consommation, ne peut être facilement transformée en un mouvement vertueux. La promesse d'une croissance mondiale ou il y a beaucoup de déchets est faible. Entre-temps, des pressions sont déjà exercées sur les espaces de privation qui reçoivent plutôt que de produire la majorité des déchets du monde pour qu'ils ne produisent pas de déchets. C'est comme le débat sur l'atténuation du changement climatique - on dit aux pauvres de se serrer la ceinture, tandis que les riches continuent à rejeter du carbone dans l'atmosphère. En 1987, la Commission mondiale des Nations Unies sur l'environnement et le développement - la Commission Brundtland - a défini le concept de « développement durable » comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Il est certain que à l'heure actuelle, le terme « développement durable » a la lecture de l'insuffisance, et qu'il a été inventé. Mais quand il a été inventé, ce signifiait quelque chose. Cela signifie qu'il faut conceptualiser des voies de « développement » qui permettent aux démunés d'accéder à plus que des besoins de base, tandis que les privilégiés devraient réduire leur empreinte sur la planète. Ce sens, contrairement à la logique du capitalisme, doit revenir à nos débats. Veuillez lire la lettre d'Aeshima Azahra. Voici la voix d'un autre jeune qui s'inquiète profondément de son sort et de la terre. Elle a besoin que nous nous occupions d'elle. Elle a besoin de milliards d'autres nous pour refuser d'accepter un monde tel qu'il est, un monde qui s'étouffe avec ses propres déchets. Elle, comme les balaises, veut respirer.

Yolande de People's Dispatch

Soyez-en, les gens demandent : pourquoi ne vous recommander un endroit pour les nouvelles ? C'est une question difficile, d'autant plus difficile que les médias se libèrent de moins en moins de l'argent et du pouvoir de l'État. Basé à New Delhi (Inde), c'est People's Dispatch, qui a maintenant un an. People's Dispatch, qui a vu le jour en Amérique latine sous le nom de The Dawn News, est une source d'information et un fil de presse pour les mouvements populaires. Elle prend position au nom des mouvements populaires et rend compte des protestations et des campagnes qui en découlent. Visitez leur [site web](http://www.peoplesdispatch.org) et suivez-les sur les différents plateformes de médias sociaux. Chacunement, Vijay. #TrashParAlternativeEnergy